

DECLARATION LIMINAIRE CSA MARDI 13 JUIN de l'UNSA

Nous avons participé à la consultation organisée par le Ministère sur l'avenir de notre réseau. Deviser en bonne compagnie n'est jamais désagréable mais sauf à vouloir sombrer dans la plus pure tartufferie, difficile de cautionner cet exercice diplomatique qui nous invitait poliment à nous questionner sur tout ... sauf sur l'essentiel :

Car tout le monde sait désormais que l'Elysée a des idées sur l'éducation. Au point d'ailleurs que la rue de Grenelle gagnerait à déménager ses services rue Saint Honoré, comme le Quai d'Orsay pourrait aussi songer à se délocaliser près du vrai centre de pouvoir de notre nation éducative, là où notre sort collectif se joue. L'Elysée est en effet devenu le temple des destinées de l'éducation à l'étranger.

Le cap 2030 y fait office de nouvelles tables de loi de l'AEFE. Ce cap semble nous avoir été livré tout fumant, écrit dans la pierre par un dieu tonnant et jupitérien grâce à quelques puissants éclairs foudroyants tombés bien verticalement.

En réalité les voies du ciel sont plus impénétrables que les voix du Président.

Sa doctrine est simple : Privatisons de bon aloi, privatisons par-dessus les toits, privatisons jusqu'à ce que le réseau ait doublé sa taille, privatisons sans violon mais en fanfare car notre dogme est moderne et qu'il privatise au nom du très haut.

Les responsables de ce nouveau dogme se presse d'ailleurs en brandissant ces nouvelles tables de loi pendant que les personnels et les usagers eux se désolent

Privatisons et augmentons au passage les décharges des formateurs qui iront conseiller les personnels des partenaires et renforcer par la même occasion les rangs de la concurrence. Et peu importe si on met en difficulté nos propres établissements puisqu'on vous dit qu'il nous faut réformer à tout va et que le monde éducatif se portera mieux ainsi.

Le classe des réels défenseurs du service public formée d'enseignants dubitatifs, de chefs d'établissements et d'administrateurs sincères et d'agents de toute sorte qui faute d'avoir été touchés par la grâce jupitérienne gardait un peu d'esprit critique, regarde cette nouvelle doctrine déferler en promettant de sauver l'enseignement français à l'étranger et surtout les enfants scolarisés dans ces écoles.

Et toujours plus de verticalité, toujours plus de FMA et toujours moins de concertation. Nos responsables vivent toujours plus retranchés dans leurs temples parisiens et nantais pendant que le personnel se désole d'être un peu plus abandonné, un peu plus malmené, et souvent débouté dans ses demandes.

Méfions-nous de ces nouveaux champions du libéralisme éducatif. Pour nous, représentants de l'UNSA, notre doctrine est simple : c'est la défense des personnels et du service public.